Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L. 287/I
23 MAI 1949
Transmis à M. - bureau
Overgemaakt aan de H. coordination

C.E. - R.S.
Entrée Binnen
23 MAI 1949
No .....
COORD.

L.287/I

ROYAUME DE BELGIQUE — KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Administration générale et des Pensions le 28 mars 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent règlant l'application des lois coordonnées sur les pensions de réparation en ce qui concerne la procédure d'examen des titres à pension, a donné en sa séance du 17 mai 1949 l'avis suivant:

Le Conseil d'Etat propose le texte ci-après qui répond aux intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 28 Maart 1949 door de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent tot regeling van de toepassing van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen wat betreft de procedure van onderzoek der rechten op pensioen, heeft ter zitting van 17 Mei 1949 het volgend advies gegeven:

De Raad van State stelt de onderstaande tekst voor, die beantwoordt aan de inzichten van de Regering, zoals die hem werden medegedeeld.

ARRETE DU REGENT DETERMINANT LA PROCEDURE DEVANT LES COMMISSIONS DES PENSIONS DE REPARATION.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et notamment les articles 16 et 17;

Vu la loi du 19 août 1947, relative à la preuve testimoniale en matière de dommages causés aux personnes, résultant de la guerre de 1940;

Vu l'arrêté du Régent du 16 août 1945 relatif à la procédure d'examen devant les commissions des pensions de réparation;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Administration générale et des Pensions,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE PREMIER - PROCEDURE DE PREMIERE INSTANCE.

Section 1ère - Demandes de pensions d'invalidité.

Article 1er -

La demande de pension d'invalidité et le rapport d'expertise médicale établi par l'Office médico-légal sont transmis au secrétaire de la commission compétente.

Le secrétaire est chargé de compléter les dossiers conformément aux instructions du président. Il établit l'inventaire des pièces de chaque dossier et le tient à jour; il constate la remise des divers documents au moyen d'un timbre à date.

Il prend toutes mesures pour sauvegarder le caractère confidentiel des dossiers.

Article 2 -

Le président répartit les dossiers entre les commissaires-rapporteurs.

Ceux-ci procédent à l'étude du dossier. Ils prennent toutes mesures nécessaires pour le mettre en état.

Ils rédigent un avis motivé relevant les éléments du dossier, les contradictions éventuelles et toutes autres considérations.

Ils font inscrire l'affaire au rôle par le secrétaire.

Article 3 -

§ 1er - Si le commissaire-rapporteur conclut à l'octroi de la pension sollicitée, il est statué immédiatement sans convocation de l'intéressé à moins que la commission n'estime la présence de ce dernier indispensable.

§ 2 - Si le commissaire rapporteur conclut au rejet total ou partiel de la demande, l'intéressé est invité à comparaître dans un délai qui ne sera pas inférieur à un mois, du jour de l'envoi de la convocation. Le secrétaire transmet en même temps au requérant copie de l'avis du commissaire rapporteur.

Pendant ce délai le requérant peut prendre connaissance de son dossier au secrétariat de la commission, aux jours et heures fixés par le président.

Il peut y joindre des documents nouveaux.

A la date fixée la commission statue après avoir entendu l'intéressé. Si celui-ci ne se présente pas, elle se conforme aux prescriptions de l'article 5, § 2.

§ 3 - Si les motifs de rejet sont exclusivement fondés sur l'insuffisance du degré d'invalidité le requérant en est informé et il n'est pas dressé d'avis.

Le requérant est avisé de la date à laquelle la commission statuera définitivement et de son droit d'y être entendu.

Article 4.-

Le greffier dresse procès-verbal de l'audition du requérant. Après lecture, ce procès-verbal est signé par le président, le greffier et le requérant. Si ce dernier ne peut ou ne veut signer, mention en est faite au procès-verbal.

La commission convoque et entend les témoins conformément à la loi du 19 août 1947, relative à la preuve testimoniale en matière de dommages causés aux personnes, résultant de la guerre 1940.

Article 5.-

§ 1er - A moins que la comparution personnelle ne soit ordonnée, le requérant peut comparaître en personne ou par fondé de pouvoir. Ne sont admis en cette qualité que les avocats ou les personnes agréées spécialement pour chaque cause par le président de la chambre. Le fondé de pouvoir autre qu'un avocat doit être porteur d'une procuration. La comparution personnelle peut toujours être ordonnée.

Le requérant peut également se faire assister, lors de sa comparution, dans les mêmes conditions que ci-dessus.

§ 2 - Le requérant qui, sans motif reconnu valable par la commission, ne se présente pas à la séance en vue d'être entendu et qui ne fait pas connaître expressément son intention de ne pas comparaître ou de ne pas se faire représenter, reçoit une nouvelle convocation par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

.../...

Au jour fixé par cette convocation, la commission statue et acte éventuellement la non comparution de l'intéressé.

§ 3 - Le requérant convoqué, qui se trouve dans l'incapacité physique de se déplacer pour comparaître doit l'établir par un certificat médical.

Le président peut commettre un membre de la commission pour entendre sur place le requérant qui se trouve dans ce cas; ce membre signe le procès-verbal d'audition prévu à l'article 4.

§ 4 - Les requérants qui résident à l'étranger doivent, si leur audition est jugée nécessaire par la commission, se présenter devant celle-ci. Toutefois, en ce qui les concerne, les délais fixés à l'article 3 sont adaptés aux circonstances et aux possibilités de déplacement des intéressés.

Article 6 -

La commission rend sa décision dans la forme indiquée aux modèles C.P.R. Nos 1 à 4 annexés au présent arrêté.

A chaque décision est annexé un rapport spécial qui en est partie intégrante. Il relève de manière détaillée et en termes clairs, sans emploi de références chiffrées, les motifs de la décision. Ce rapport spécial porte, le cas échéant, sur tous les points qui sont de la compétence de la commission au sens de l'article 45, § 3 des lois coordonnées sur les pensions de réparation.

Le rapport spécial est rédigé par le commissaire rapporteur conformément aux indications qu'il reçoit du président et il est visé par les membres en même temps que la décision.

Article 7 -

Toute décision est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

La notification contient l'indication des délais et des formes de recours.

Article 8 -

La décision de révision prévue par l'article 16 des lois coordonnées sur les pensions de réparation est rendue dans la forme indiquée au modèle C.P.R. nº 5, annexé au présent arrêté.

Elle est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception. La notification contient l'indication des délais et formes de recours.
des

Section 2 - Demandes de pension de veuves, orphelins et autres ayants droit, soumises aux commissions des pensions de réparation conformément à l'article 46 des lois coordonnées sur les pensions de réparation.

Article 9 -

Les demandes de pension de veuves, orphelins et autres ayants droit sont introduites et examinées conformément aux articles 1er, 2, 3 §§ 1er et 2, 4, 5, 6 et 7 du présent arrêté.

Lorsque la relation entre le service accompli ou les faits invoqués et la cause du décès , soulève une question d'ordre médical, le commissaire rapporteur soumet le cas à l'Office médico-légal, aux fins d'expertise.

Les veuves, orphelins et autres ayants droit, résidant à l'étranger peuvent être entendus par le consul de Belgique dans la juridiction duquel ils résident, à moins qu'ils ne préfèrent se rendre à leurs frais devant la commission.

CHAPITRE II - PROCEDURE D'APPEL

Article 10 -

§ 1er - Le recours introduit par l'intéressé ne doit pas être motivé.

Ce recours doit être signé par l'intéressé ou si celui-ci est décédé, par la personne qui a intérêt à poursuivre l'instance. Il est adressé au Ministre de l'Administration générale et des Pensions, administration des pensions militaires, par lettre recommandée à la poste.

La date d'introduction du recours est établie à suffisance par la date du dépôt à la poste de la lettre recommandée ou à son défaut, par la date du timbre d'entrée à l'administration des pensions militaires.

§ 2 - Le recours introduit par le Ministre de l'Administration générale et des Pensions, doit être motivé. Il est formé par lettre adressée au président de la commission d'appel des pensions de réparation. Une copie du recours est envoyée pour information à l'intéressé et au président de la commission des pensions de réparation dont la décision fait l'objet du recours.

Le délai de 60 jours prévu par l'article 45, § 4 des lois coordonnées sur les pensions de réparation prend cours à partir de la réception du dossier à l'administration; cette date est constatée par le timbre d'entrée apposé sur le dossier.

Article 11 -

§ 1er - Lorsque le recours est fondé sur des considérations d'ordre médical, il est transmis, avec le dossier, à l'Office médico-légal aux fins d'examen de l'intéressé en degré d'appel.

A la rentrée du dossier au département compétent, celui-ci fait payer, s'il y a lieu, une avance conformément à l'article 45, § 2, des lois coordonnées sur les pensions de réparation et transmet le dossier avec les conclusions de l'Office médico-légal au secrétaire de la commission d'appel.

§ 2 - Lorsque le recours est fondé sur d'autres motifs, il est transmis directement avec le dossier au secrétaire de la commission d'appel.

§ 3 - Le recours, même s'il est partiel ou contient des réserves, saisit la commission d'appel du cas en son entier.

§ 4 - Les recours introduits par plusieurs ayants droit d'une même victime sont réputés n'en former qu'un seul et tout recours formé par une des parties a pour effet de saisir la commission d'appel des pensions de réparation ~~de l'ensemble~~ du cas en son entier.

Article 12 -

Le secrétaire de la commission d'appel est chargé de compléter les dossiers conformément aux instructions du président. Il établit l'inventaire des pièces de chaque dossier et il le tient à jour; il constate la remise des divers documents par l'apposition d'un timbre à date. Il prend toutes mesures pour sauvegarder le caractère confidentiel des dossiers.

Article 13 -

Le président répartit les dossiers entre les commissaires rapporteurs.

La commission d'appel des pensions de réparation procède à l'examen des recours dont elle est saisie, conformément aux articles 2, 3, 4, 5 et 6 du présent arrêté.

La décision de la commission est rendue dans la forme indiquée aux modèles C.A.P.R. n^{os} 1 à 7 annexés au présent arrêté.

Article 14 -

Toute décision de la commission d'appel des pensions de réparation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

CHAPITRE III. DISPOSITIONS GENERALES

Article 15 -

§ 1er - Les présidents des commissions des pensions de réparation veillent à la bonne application de la loi par les chambres diversement composées de la commission qu'ils président. A cet effet, ils vérifient toutes les décisions rendues et s'ils estiment qu'une décision n'est pas conforme aux lois et règlements sur la matière ou à la jurisprudence de la commission, ils le signalent au Ministre.

§ 2 - Le président de la commission d'appel des pensions de réparation, veille à la bonne application de la loi par les chambres diversement composées de la commission.

S'il estime qu'une décision n'est pas conforme aux lois et règlements sur la matière ou à la jurisprudence de la commission, il soumet le cas à une chambre plénière qu'il préside et qui comprend, outre les président et membres de la chambre qui a rendu la décision, les président et membres d'une autre chambre.

Si la décision concerne un prisonnier politique ou ses ayantsdroit, la chambre plénière doit comprendre en lieu et place de l'invalide de guerre, un membre au titre de prisonnier politique par chambre représentée à la chambre plénière.

Article 16 -

Après avoir entendu le commissaire rapporteur, le requérant , ainsi que son conseil et les témoins s'il échet, le président de la chambre, tant en première instance qu'en appel, peut mettre le cas en délibéré. La décision est rendue dans les dix jours et est notifiée à l'intéressé.

Article 17 -

Le Ministre de l'Administration générale et des Pensions détermine les conditions dans lesquelles les requérants qui, en vue de comparaître devant les commissions dans les cas prévus au présent arrêté, doivent nécessairement utiliser le chemin de fer ou le chemin de fer vicinal, auront droit au transport gratuit sur le territoire belge.

Article 18 -

L'examen des instances en cours se poursuit selon la procédure établie par le présent arrêté.

Article 19 -

Le Ministre de l'Administration générale et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre de l'Administration générale et des Pensions,

BESLUIT VAN DE REGENT TOT BEPALING VAN DE RECHTSPLEGING VOOR DE COMMISSIES VOOR VERGOEDINGSPENSIOENEN.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wetten op de vergoedingspensioenen, zoals zij bij het besluit van de Regent van 5 October 1948 zijn samengeordend en inzonderheid op de artikelen 16 en 17 ;

Gelet op de wet van 19 Augustus 1947 betreffende het bewijs door getuigen inzake uit de oorlog van 1940 voortspruitende schade aan personen ;

Gelet op het besluit van de Regent van 16 Augustus 1945 betreffende de procedure van onderzoek voor de commissies voor vergoedingspensioenen ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

HOOFDSTUK I.- PROCEDURE IN EERSTE AANLEG.

Afdeling 1.- Aanvragen om invaliditeitspensioenen.

.../...

Artikel 1.-

De aanvraag om een invaliditeitspensioen en het verslag van het geneeskundig onderzoek opgemaakt door de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst, worden aan de secretaris van de bevoegde commissie overgemaakt.

De secretaris is er mede belast de dossiers aan te vullen overeenkomstig de instructies van de voorzitter. De inventaris van de stukken van elk dossier wordt door hem opgemaakt en bijgehouden; door middel van een datumstempel stelt hij het overmaken van de verschillende documenten vast.

Hij treft alle maatregelen om het confidentieel karakter der dossiers te vrijwaren.

Artikel 2.-

De voorzitter verdeelt de dossiers onder de commissarissen-verslaggevers.

Deze nemen het dossier in studie. Zij treffen al de nodige maatregelen om het in staat van wijzen te stellen.

Zij stellen een met redenen omkleed advies op, waarin zij de gegevens van het dossier, de gebeurlijke tegenstrijdigheden en alle andere overwegingen doen uitkomen.

Zij doen de zaak door de secretaris op de rol inschrijven.

Artikel 3.-

§ 1 - Indien de commissaris-verslaggever besluit tot het toekennen van het aangevraagd pensioen, wordt onmiddellijk uitspraak gedaan zonder dat de belanghebbende wordt opge-

.../...

roepen, tenzij de commissie diens aanwezigheid als onontbeerlijk beschouwt.

§ 2 - Indien de commissaris-verslaggever besluit tot gehele of gedeeltelijke verwerping van de aanvraag, wordt de belanghebbende verzocht te verschijnen binnen een termijn, die niet minder mag bedragen dan een maand, te rekenen van de dag waarop de oproepingsbrief is verzonden. De secretaris maakt tezelfdertijd aan de aanvrager afschrift van het advies van de commissaris-verslaggever over

Gedurende deze termijn kan de aanvrager, ter secretarie van de commissie, inzage van zijn dossier bekomen op de dagen en uren door de voorzitter vastgesteld.

Hij mag er nieuwe documenten bijvoegen.

Op de gestelde datum beslist de commissie, na de belanghebbende gehoord te hebben. Indien deze niet verschijnt, gedraagt zij zich naar de voorschriften van artikel 5, § 2.

§ 3 - Indien de redenen van de verwerping uitsluitend gegrond zijn op de ontoereikendheid van de graad van invaliditeit, wordt daarvan aan de aanvrager kennis gegeven en wordt er geen advies opgemaakt.

De aanvrager krijgt kennis van de datum, waarop de commissie definitief uitspraak zal doen en van zijn recht om er gehoord te worden.

Artikel 4.-

De griffier maakt proces-verbaal op van het verhoor van de aanvrager. Na lezing wordt het proces-verbaal door de voorzitter, de griffier en de aanvrager getekend.

.../...

Indien de aanvrager niet kan of niet wil tekenen, wordt daarvan in het proces-verbaal melding gemaakt.

De commissie roept de getuigen op en hoort ze overeenkomstig de wet van 19 Augustus 1947 betreffende het bewijs door getuigen inzake uit de oorlog van 1940 voortspruitende schade aan personen.

Artikel 5.-

§ 1 - Behalve wanneer hem bevel is gegeven om persoonlijk te verschijnen, mag de aanvrager in persoon of in de persoon van een gemachtigde verschijnen. In deze hoedanigheid worden alleen toegelaten de advocaten en de personen, die voor iedere zaak in het bijzonder door de voorzitter van de kamer worden aanvaard. De gemachtigde, die geen advocaat is, moet houder zijn van een volmacht. Er kan altijd bevel gegeven worden om in persoon te verschijnen.

De aanvrager mag, wanneer hij verschijnt, zich ook laten bijstaan onder dezelfde voorwaarden als hiervoren aangegeven.

§ 2 - De aanvrager die, zonder door de commissie geldig bevonden reden, niet ter zitting verschijnt om gehoord te worden en die niet uitdrukkelijk zijn voornemen te kennen geeft om niet te verschijnen of om zich niet te laten vertegenwoordigen, ontvangt een nieuwe oproeping bij een ter post aangetekende brief met ontvangbewijs.

Op de in deze oproeping gestelde dag doet de commissie uitspraak en neemt zij, in voorkomend geval, akte van de niet-verschijning van de belanghebbende.

.../...

§ 3 - De opgeroepen aanvrager, die in de lichamelijke onmogelijkheid verkeert zich te begeven naar de plaats om te verschijnen, moet zulks door een geneeskundig attest laten vaststellen.

De voorzitter kan een lid der commissie gelasten de aanvrager, die zich in dit geval bevindt, ter plaatse te horen ; dit lid ondertekent het in artikel 4 bedoelde proces-verbaal van verhoor.

§ 4 - De in het buitenland verblijvende aanvragers moeten zich voor de commissie aanmelden, zo deze het nodig acht hen te horen. Wat hen betreft echter, worden de in artikel 3 bepaalde termijnen aan de omstandigheden en aan de reismogelijkheden van de belanghebbenden aangepast.

Artikel 6.-

De commissie neemt haar beslissing in de vorm, zoals opgegeven in de modellen C.V.P. nrs 1 tot 4 welke bij dit besluit zijn gevoegd.

Bij elke beslissing wordt een bijzonder verslag gevoegd, dat er onafscheidelijk deel van uitmaakt. Het geeft omstandig en in klare bewoordingen, zonder gebruik van verwijzingen in cijfers, de redenen der beslissing aan. Dit bijzonder verslag slaat in voorkomend geval op al de punten die tot de bevoegdheid behoren van de commissie in de zin van artikel 45, § 3 van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen.

Het bijzonder verslag wordt opgesteld door de commissaris-verslaggever overeenkomstig de vanwege de voorzitter ontvangen aanduidingen en het wordt geviseerd door de leden terzelfder tijd als de beslissing.

.../...

Artikel 7.-

Elke beslissing wordt de belanghebbende bij een ter post aangetekende brief met ontvangbewijs ter kennis gebracht.

De kennisgeving behelst opgave van de termijnen en de vormen van verhaal.

Artikel 8.-

De beslissing tot herziening, bedoeld bij artikel 16 der samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen, wordt uitgesproken in de vorm, zoals opgegeven in het model C.V.P. nr 5 dat bij dit besluit gevoegd is.

Zij wordt onder deze vorm en bij een ter post aangetekende brief met ontvangbewijs, ter kennis gebracht van de belanghebbende. De kennisgeving behelst opgave van de termijnen en de vormen van het verhaal.

Afdeling 2 - Aanvragen om pensioen voor weduwen, wezen en andere rechthebbenden, voorgelegd aan de commissies voor vergoedingspensioenen overeenkomstig artikel 46 van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen.

Artikel 9.-

De aanvragen om pensioen voor weduwen, wezen en andere rechthebbenden worden ingediend en onderzocht overeenkomstig de artikelen, 1, 2, 3 § 1 en 2, 4, 5, 6 en 7 van dit besluit.

Wanneer het verband tussen de volbrachte dienst of de aangevoerde feiten en de oorzaak van het overlijden een vraagstuk van geneeskundige aard doet rijzen, legt de commissaris-verslaggever het geval voor aan de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst met het oog op een deskundig onderzoek.

De in het buitenland verblijvende weduwen, wezen en andere rechthebbenden kunnen worden gehoord door de Belgische consul inwiens ambtsgebied zij verblijven, tenzij ze er de voorkeur aan geven zich op hun kosten voor de commissie te begeven.

.../...

HOOFDSTUK II - PROCEDURE VAN BEROEP

Artikel 10.-

§ 1 - Het door de belanghebbende ingesteld verhaal moet niet met redenen omkleed zijn.

Dit verhaal moet ondertekend zijn door de belanghebbende of, indien hij overleden is, door de persoon die er belang bij heeft het geding voort te zetten. Het wordt bij een ter post aangetekend schrijven toegezonden aan de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen, bestuur der militaire pensioenen.

De datum van de instelling van het verhaal zal genoegzaam vastgesteld zijn door de datum van afgifte ter post van het aangetekend schrijven of, bij ontstentenis er van, door de datum van de stempelafdruk bij het binnenkomen in het bestuur van de militaire pensioenen.

§ 2 - Het verhaal ingesteld door de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen moet met redenen omkleed zijn. Het wordt gedaan per brief, gericht aan de voorzitter van de commissie van beroep voor vergoedingspensioenen. Een afschrift van het verhaal wordt ter inlichting gezonden aan de belanghebbende en aan de voorzitter van de commissie voor vergoedingspensioenen, tegen wier beslissing het beroep gericht is.

De termijn van 60 dagen, bepaald bij artikel 45, § 4 van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen, gaat in op het ogenblik dat het dossier op het bestuur in ontvangst wordt genomen; die datum wordt vastgesteld door de stempelafdruk die bij het binnenkomen op het dossier wordt aangebracht.

.../...

Artikel 11.-

§ 1. -Wanneer het verhaal steunt op overwegingen van geneeskundige aard, wordt het samen met het dossier overgemaakt aan de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst met het oog op het onderzoek in beroep van de belanghebbende persoon.

Als het dossier terug binnenkomt in het bevoegde departement, doet dit laatste, zo er aanleiding toe bestaat, een voorschot betalen overeenkomstig artikel 45, § 2, van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen en maakt het dossier, samen met de conclusiën van de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst, over aan de secretaris van de commissie van beroep.

§ 2 - Wanneer het verhaal op andere redenen gegrond is, wordt het samen met het dossier rechtstreeks overgemaakt aan de secretaris van de commissie van beroep.

§ 3 - Door het verhaal, zelfs wanneer het gedeeltelijk is of voorbehoud insluit, wordt het geval in zijn geheel bij de commissie van beroep aanhangig gemaakt.

§ 4 - De verhalen, die door verscheidene rechthebbenden van éénzelfde slachtoffer zijn ingesteld, worden geacht er slechts één te vormen, en elk verhaal ingesteld door één van partijen heeft tot gevolg dat het geval in zijn geheel bij de commissie van beroep voor vergoedingspensioenen aanhangig wordt gemaakt.

Artikel 12.-

De secretaris van de commissie van beroep is er mede belast de dossiers aan te vullen overeenkomstig de instructies van de voorzitter. De inventaris der stukken van ieder dossier wordt door hem opgemaakt en bijgehouden; door het aanbrengen van een datumstempel stelt hij het overmaken van

.../...

de verschillende documenten vast. Hij treft alle maatregelen om het confidentieel karakter der dossiers te vrijwaren.

Artikel 13.-

De voorzitter verdeelt de dossiers onder de commissarissen-verslaggevers.

De commissie van beroep voor vergoedingspensioenen onderzoekt de bij haar aanhangig gemaakte beroepen, overeenkomstig de artikelen 2, 3, 4, 5 en 6 van dit besluit.

De beslissing van de commissie wordt uitgesproken in de vorm, zoals opgegeven in de modellen C.B.V.P. Nrs 1 tot 7 welke bij dit besluit zijn gevoegd.

Artikel 14.-

Elke beslissing van de commissie van beroep voor vergoedingspensioenen wordt de belanghebbende bij een ter post aangetekende brief met ontvangbewijs ter kennis gebracht.

HOOFDSTUK III - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 15.-

§ 1 - De voorzitters der commissiën voor vergoedingspensioenen waken er over dat de wet goed wordt toegepast door de op verschillende wijze samengestelde kamers der commissie die zij voorzitten. Daartoe gaan zij alle genomen beslissingen na en, indien zij oordelen dat een beslissing niet overeenstemt met de desbetreffende wetten en reglementen of met de rechtspraak van de commissie, vestigen zij er de aandacht van de Minister op.

§ 2 - De voorzitter van de commissie van beroep voor vergoedingspensioenen waakt er over dat de wet goed wordt toege-

.../...

past door de op verschillende wijze samengestelde kamers van de commissie.

Indien hij oordeelt dat een beslissing niet overeenstemt met de desbetreffende wetten en reglementen of met de rechtspraak van de commissie, onderwerpt hij het geval aan de voltallige kamer die hij voorzit en die, benevens de voorzitter en de leden van de kamer welke de beslissing heeft genomen, de voorzitter en de leden van een andere kamer omvat.

Indien de beslissing slaat op een politieke gevangene of op zijn rechthebbenden, moet de voltallige kamer in de plaats van de oorlogsinvalide een lid dat de hoedanigheid van politieke gevangene heeft, omvatten, voor elke kamer die in de voltallige kamer vertegenwoordigd is.

Artikel 16.-

Na de commissaris-verslaggever, de aanvrager, alsmede, zo daartoe gronden zijn, zijn raadsman en de getuigen gehoord te hebben, kan de voorzitter van de kamer, zowel in de eerste aanleg als in beroep, het geval in beraad stellen. De beslissing wordt binnen tien dagen uitgesproken en wordt ter kennis van de belanghebbende gebracht.

Artikel 17.-

De Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen bepaalt de voorwaarden waaronder recht op kosteloos vervoer op het Belgisch grondgebied verleend wordt aan de aanvragers, die met het oog op hun verschijning voor de commissiën, in de bij dit besluit bepaalde gevallen verplicht zijn per spoorweg of buurtspoorweg te reizen.

Artikel 18.-

Het onderzoek van de aanhangige gedingen wordt voortgezet volgens de bij dit besluit bepaalde rechtspleging.

.../...

Artikel 19.-

De Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen,

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation,
J. VAN HOUTTE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,